

Le très honorable M. MEIGHEN: Lord Snowden maintint le tarif McKenna encore longtemps après avoir menacé de l'abolir.

L'honorable M. LEMIEUX: Oui, mais avec l'explication qu'il ne représentait qu'un événement passager.

Le très honorable M. MEIGHEN: Evénement passager de bien longue durée.

L'honorable M. LEMIEUX: Et il n'était pas de la même importance que cette entente-ci. Il accordait un degré minime de protection dans un temps où l'Angleterre se relevait des difficultés de la guerre et craignait d'être molestée par d'autres nations. Mais que mon très honorable ami ne se berce pas de l'illusion que le vieux sentiment libre-échangiste, qui a fait de l'Angleterre une nation si grande en commerce, ne renaîtra pas lorsque les conditions économiques seront relativement plus normales qu'elles ne le sont à présent. Il commence à renaître en ce moment. Croit-il que, si Lord Snowden eût été à l'Echiquier, cette entente fût restée dans les statuts? Pour ma part, je ne le crois pas.

Le très honorable M. MEIGHEN: L'honorable sénateur me permettra-t-il de l'interrompre? Je croirais que le retour au pouvoir du parti républicain aux Etats-Unis, après un régime démocrate, est chose plus probable que l'avènement au pouvoir de Lord Snowden en Angleterre.

L'honorable M. LEMIEUX: Je ne suis pas aussi bon juge de la politique des Etats-Unis que je le suis de celle du Royaume-Uni, car je suis citoyen britannique.

Le très honorable M. MEIGHEN: On l'a rayé des cadres de son propre parti.

L'honorable M. LEMIEUX: Que l'on me permette de dire au très honorable sénateur que le peuple des Etats-Unis a reçu une leçon durant les dix dernières années. Républicains comme Démocrates comprennent aujourd'hui que le temps n'est plus où une nation peut être étouffée par un tarif aussi élevé que celui d'aujourd'hui.

L'honorable M. GORDON: Il n'y a pas très longtemps encore que les Etats-Unis ont haussé quelques-uns de leurs droits de douane.

Le très honorable M. MEIGHEN: Ces traités abaissent le tarif.

L'honorable M. LEMIEUX: En avril dernier, je fréquentai pendant quelques jours les galeries du Congrès et m'intéressai fort aux débats. Je vous assure, honorables sénateurs, que la condition du chômage était le principal sujet de discussion, et que si le gouvernement des Etats-Unis a haussé les droits de douane et les impôts, ce n'était qu'en vue de trouver

L'hon. M. LEMIEUX.

des moyens de combler des déficits considérables. J'écoutai les opinions des représentants des deux partis, tant républicain que démocrate, et je sais qu'ils étaient opposés aux tarifs élevés. Que les honorables sénateurs lisent les journaux des Etats-Unis; ils y verront que le peuple des Etats-Unis s'attend à une réduction sensible dans le tarif. L'opinion publique, dans ce pays, est fortement convaincue que le peuple est non seulement accablé d'impôts, mais aussi que les droits de douane élevés ont été la cause de la condition alarmante du chômage et, par-dessus le marché, a rendu les peuples des autres pays hostiles ou indifférents à leur égard.

Mon très honorable ami suit les travaux de la Société des Nations et sait que, depuis quatre ou cinq ans, la Société a adopté des résolutions exhortant vivement les peuples du monde entier à abaisser leur tarif parce que l'on s'aperçoit que les entraves commerciales sont une cause de difficultés internationales. Et tout récemment encore, quelques petites nations, la Belgique, le Danemark...

L'honorable M. CASGRAIN: La Hollande...

L'honorable M. LEMIEUX: Et la Hollande, conclurent une entente à l'effet d'abaisser leur tarif. Je ne discuterai pas maintenant les accords avec le Royaume-Uni, car j'ai eu à peine le temps de les étudier. J'espère avoir l'occasion de soumettre mon opinion à ce sujet lorsqu'ils seront présentés à notre examen. Je n'y serai pas opposé. Je m'explique. Ces accords représentent la politique fiscale du Gouvernement, et je ne suis pas ici pour combattre le Gouvernement. Je suis ici pour juger, à tête reposée, les lois que l'on présente. Mais j'ai une expérience assez juste des affaires publiques, et si je parle avec une certaine ardeur de quelques-uns des accords conclus à la Conférence, c'est que je sens que, seul, un abaissement de tarif sauvera notre pays du malaise économique dont il souffre. Voyez nos fermiers, nos pêcheurs, nos pauvres ouvriers qui travaillent dans les usines. Croyez-vous que ce tarif leur procurera du bien-être? Le tarif peut avoir de grands avantages pour quelques-uns; mais, pour la masse du peuple, c'est bien différent. J'ai été formé à l'école de sir Wilfrid Laurier et de M. Fielding. Il faut que je fixe le sens de ces mots, car M. Fielding avait en lui une petite teinte de protection, pour le sucre par exemple. En toute sincérité, je suggère au premier ministre de fréquenter un peu les foules. Qu'il le fasse, et il saura que son tarif ne rendra pas le peuple content et heureux. Après tout, le meilleur gouvernement, c'est celui qui oriente sa législation vers les besoins et les problèmes du jour.